



Washington condamne le référendum kurde alors que l'Irak mobilise son armée

Par [Halil Celik](#)

Mondialisation.ca, 04 octobre 2017

[wsws.org](#) 3 octobre 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a publié une déclaration dénonçant le référendum de la semaine dernière sur l'indépendance kurde organisé par le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) en Irak. Le vote, qui a abouti à une large majorité pour la séparation kurde, a accru les tensions dans tout le Moyen-Orient, la Turquie et l'Irak menaçant ouvertement les autorités du KRG de violence militaire.

Selon les résultats officiels du KRG, plus de 92 pour cent des électeurs ont soutenu la séparation de l'Irak. La participation au référendum s'est établie à 72 pour cent.

Tillerson a déclaré que « le référendum et les résultats manquent de légitimité ». Il a souligné le soutien de Washington à « un Irak uni, fédéral, démocratique et prospère » et a exhorté : « les autorités kurdes irakiennes à respecter le rôle constitutionnel du gouvernement central. » Le gouvernement central devrait rejeter « des menaces ou même une allusion à l'utilisation possible de la force », a-t-il ajouté.

La position de l'Administration Trump a surpris les dirigeants du KRG. Le président du KRG, Masoud Barzani, espérait obtenir le soutien des puissances impérialistes pour un Kurdistan indépendant. La question du référendum, qui a parlé de la formation d'un État du KRG et des « zones kurdes de l'administration de la région », a été formulée de manière à sanctionner l'expansion d'un éventuel État kurde pour inclure la ville de Kirkouk, un grand centre pétrolier, et d'autres domaines non formellement compris dans les frontières du KRG et qui abritent un grand nombre de non-Kurdes, dont la grande majorité s'oppose à l'incorporation forcée dans un État kurde distinct.

Washington a une longue relation avec le Parti démocratique du Kurdistan de Barzani, il a soutenu le KRG avec une aide militaire et financière, et a utilisé les Peshmerga du KRG comme troupes de choc dans la lutte contre l'État islamique en Irak.

Néanmoins, il considère l'offre d'indépendance du KRG, du moins à l'heure actuelle, comme un obstacle à une domination américaine absolue sur la principale région exportatrice de pétrole du monde.

Lors de sa visite au Moyen-Orient en mai, le président Donald Trump a clairement indiqué que son principal objectif était de se préparer à une confrontation militaire avec l'Iran en l'isolant et en le repoussant. La création d'un État indépendant par le KRG ne compliquerait pas seulement la formation d'une alliance des Arabes sunnites menée par l'Arabie saoudite, que Trump espère rassembler contre l'Iran, mais elle pourrait aussi entraîner les États-Unis

et leurs alliés dans une guerre communautaire ethnique et religieuse pour la partition de l'Irak.

Washington a signalé qu'il pourrait augmenter considérablement son conflit militaire stratégique avec l'Iran dans les prochains jours. En vertu de la loi américaine, Trump doit décider en octobre de certifier que Téhéran continue bien à respecter le Plan conjoint de coopération de 2015, aussi appelé l'accord nucléaire iranien – quelque chose que Trump a annoncé presque publiquement qu'il ne fera pas. Une telle initiative permettrait non seulement de mettre Washington sur une voie rapide pour la guerre avec l'Iran, mais aussi d'intensifier les divisions déjà nettes avec les puissances européennes, qui soutiennent l'accord nucléaire.

Dans cet esprit, l'Administration Trump a exercé une pression sur ses alliés régionaux pour adopter une ligne dure contre le référendum kurde. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a d'abord salué le vote et déclaré le soutien de Tel-Aviv pour l'indépendance kurde en vue d'obtenir un allié sur la frontière occidentale de l'Iran, a renversé sa position et s'est aligné sur les États-Unis.

Le gouvernement central en Irak et les puissances voisines s'y sont également opposés. Avec le soutien total de la Turquie et de l'Iran, le gouvernement irakien a exigé que le KRG annule le référendum du 25 septembre et l'a menacé de sanctions, d'isolement international et d'éventuelles mesures militaires.

Le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, a depuis prévenu d'une intervention militaire irakienne imminente dans la zone du KRG et a rejeté brusquement les appels de Barzani pour des pourparlers sur l'avenir du KRG.

Dans un communiqué publié vendredi dernier, le ministère irakien de la Défense a indiqué qu'il prendrait le contrôle des postes frontaliers détenus par le KRG du côté iranien et turc, « en coordination » avec Ankara et Téhéran. Selon la déclaration, la mise en œuvre de la décision du gouvernement irakien de prendre en charge tous les postes frontaliers et les aéroports étaient : « en coordination avec les autorités compétentes et les pays voisins, comme prévu. »

La semaine dernière, le parlement irakien a exhorté le gouvernement de Bagdad à envoyer des troupes pour prendre le contrôle des champs pétrolifères détenus par les forces kurdes et a appelé les gouvernements étrangers à fermer leurs missions diplomatiques dans la capitale du KRG, Erbil.

Le 29 septembre, la Turquie a interdit les vols à destination de la zone du KRG. Le gouvernement iranien a également participé à l'interdiction, avec une sanction supplémentaire : d'interdire temporairement aux entreprises pétrolières iraniennes de faire affaire avec le KRG. Selon les rapports des médias, presque toutes les compagnies aériennes étrangères ont suspendu leurs vols vers la zone du KRG, obéissant à une demande de Bagdad, qui contrôle l'espace aérien irakien.

Le gouvernement turc, qui craint qu'un Kurdistan indépendant en Irak ne puisse donner l'exemple à sa propre minorité kurde, qu'Ankara menace d'une guerre brutale depuis les années 1980, a menacé à plusieurs reprises le KRG d'imposer des sanctions économiques. Ankara a également soulevé la perspective de réduire l'accès du KRG aux marchés internationaux et a lancé des exercices militaires sur la frontière turco-irakienne comme une

menace directe d'intervention militaire.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) du président turc Recep Tayyip Erdogan a également bénéficié du soutien du principal parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP) et du Parti d'action nationaliste (MHP), fascisant.

Le MHP a même déclaré qu'il était prêt à envoyer 5 000 « Loups gris » - membres de son organisation de jeunesse notoire pour avoir tué des milliers de gauchistes dans les années 1970 - à Kirkouk pour « libérer les Turkmènes » du KRG.

Le gouvernement turc continue d'émettre des menaces provocatrices à propos du référendum du KRG. Erdogan, qui a déjà déclaré que le vote pourrait déclencher une « guerre ethnique », a réitéré samedi que les autorités du KRG en paieraient le prix. En parlant aux membres du KRG à Erzurum, il a déclaré : « Ils ne forment pas un État indépendant ; ils ouvrent une blessure dans la région pour y remuer le couteau. »

En ce qui concerne le développement par Ankara de solides liens commerciaux, financiers et militaires avec le KRG ces dernières années, Erdogan a déclaré : « Nous ne regrettons pas ce que nous avons fait dans le passé. Mais comme les conditions changent et que le gouvernement régional kurde, auquel nous avons apporté tout notre soutien, a pris des mesures contre nous, il en paiera le prix. »

Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, pour sa part, a déclaré samedi qu'Ankara ne traitera plus avec les autorités kurdes à Erbil : « Dorénavant, nos relations avec la région seront menées avec le gouvernement central de Bagdad. »

Il existe un réel danger que les disputes sur l'avenir du KRG puissent devenir un nouveau point chaud à même de déclencher une guerre qui pourrait non seulement entraîner les états voisins, mais aussi les grandes puissances.

Si c'est l'impérialisme américain qui porte la responsabilité principale de la déstabilisation du Moyen-Orient dans une série de guerres téméraires et ruineuses, ses rivaux européens cherchent de plus en plus à faire valoir leurs propres intérêts dans la région.

Le président français, Emmanuel Macron, a déclaré que le KRG et Bagdad devraient rester unis dans leur priorité pour vaincre l'État islamique (EI) et stabiliser l'Irak. Selon les reportages des médias, une source du bureau de Macron a déclaré que le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, avait accepté une invitation à se rendre à Paris jeudi pour des pourparlers sur la question.

La Russie, dont les liens avec la Turquie se sont renforcés ces derniers mois, a refusé jusqu'ici de condamner le vote. Jeudi dernier le président Vladimir Poutine a visité Ankara pour des pourparlers avec son homologue turc Erdogan sur les derniers développements en Irak et en Syrie, ainsi que sur les relations économiques et commerciales entre la Turquie et la Russie. Cela comprenait la décision de la Turquie d'acheter le système de défense antimissile S-400 russe. Ankara a déjà effectué un paiement anticipé, selon les responsables russes, et la livraison du système devrait commencer dans deux ans.

En ce qui concerne le référendum du KRG, Poutine s'est borné à mentionner brièvement une déclaration récemment publiée par le ministère russe des Affaires étrangères, et soulignant que cela reflète la position de Moscou. La déclaration écrite du ministère russe des Affaires étrangères affirme que Moscou conserve son « engagement inébranlable envers la

souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Irak amical et des autres États du Moyen-Orient », tout en respectant « les aspirations nationales des Kurdes ».

À côté de la Turquie, qui a construit l'infrastructure du KRG, la Russie est l'un des principaux investisseurs dans la région autonome kurde. En juin 2017, le KRG a signé un accord de 20 ans avec Rosneft en Russie pour coopérer à l'exploration et à la production de gaz et de pétrole. Gazprom est actuellement engagé dans trois projets pétroliers dans la région. Leurs deux principaux rivaux dans la zone du KRG sont l'américain Exxon Mobil et le français Total. Selon le ministère des Richesses naturelles du KRG, la région compte environ 45 milliards de barils de réserves de pétrole et 5660 milliards de mètres cubes de gaz naturel.

Halil Celik

Article paru d'abord en anglais, WSWs, le 3 octobre 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Halil Celik](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : [Halil Celik](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca